

**Discours de M. Romano Prodi**  
**Président de la Commission européenne**  
**Séance inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe**  
**Parlement européen**  
**Bruxelles, le 28 février 2002**

Monsieur le Président de la Convention,

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention,

Monsieur le Président du Parlement européen,

Monsieur le Président du Conseil,

Il est des moments où les peuples sont appelés à proclamer et à définir les raisons pour lesquelles ils partagent un même destin.

Pour les peuples de notre Europe le moment est venu.

Vous, représentants des États, des institutions et des peuples d'Europe, êtes aujourd'hui réunis dans cette Convention parce que l'intégration a réussi au-delà de toute espérance.

Vous êtes réunis ici parce qu'un continent tout entier s'interroge sur son destin.

Il vous appartient de lui apporter les réponses; des réponses à la hauteur de l'enjeu.

La question centrale qui vous est posée n'est pas de nature technique. Elle va bien au-delà des simples mécanismes, des règles et des architectures institutionnelles.

Parce qu'en effet l'Europe est beaucoup plus que cela.

Voilà cinquante ans maintenant, des hommes lucides, courageux et capables de voir loin ont su ouvrir une voie entièrement nouvelle.

Ils ont choisi la réconciliation plutôt que la guerre, la paix fondée sur l'interdépendance plutôt que la destruction réciproque, le droit plutôt que la loi du plus fort. Ils ont jeté les bases d'une Communauté de peuples et d'États.

Des institutions supranationales originales ont été bâties, puis consolidées. Une Commission garante de l'intérêt général européen, un Parlement élu au suffrage universel qui représente le peuple européen et une Cour de justice qui veille à la primauté du droit, coopèrent avec les États membres réunis dans le Conseil.

Cette coopération a créé une nouvelle identité européenne.

Elle a encouragé des échanges d'une ampleur sans précédent. Elle a permis et assuré la stabilité et le développement. Enfin, elle a donné naissance à une monnaie unique, l'euro, accueillie partout avec enthousiasme par les populations.

Voilà treize ans, les peuples d'Europe centrale et orientale auparavant privés de liberté ont repris leur destin en main et ont fait le choix de la démocratie.

Aujourd'hui, ces peuples dont je salue avec émotion et amitié les représentants ici présents demandent à s'unir à nous.

Nous devons répondre positivement à leur demande, en renovant et élargissant le pacte politique européen.

Les imperfections de l'intégration communautaire qui existent et qui doivent être corrigées sont bien peu de choses en regard de ce que nous avons su construire et de ce que nous pouvons et devons encore faire.

Le succès de l'Union européenne élargie, le succès de la grande Europe est possible.

Nous en avons la capacité.

Mais quel projet pour l'Europe de demain?

Je crois qu'il faut relever quatre défis.

En tant qu'Européens nous devons d'abord assumer nos responsabilités, à l'échelle mondiale, au service de la paix et du développement.

C'est en effet l'avenir du monde qui est en jeu, la vie de millions d'êtres humains réduits à vivre dans une indicible pauvreté, le sort des innocents qui paient au prix fort des guerres insensées.

Aucun de nos États n'est à même d'y arriver seul.

En tant qu'Européens nous devons aussi défendre un modèle de société équilibré, capables de concilier prospérité économique et solidarité.

En fait, notre bien-être et notre mode de vie sont étroitement liés à l'équilibre entre croissance, justice sociale et défense de l'environnement.

Nos capacités à créer de la croissance et des emplois dépendent de la monnaie unique et du marché unique, tous deux fondés sur un système de règles communes.

En tant qu'Européens nous devons en outre garantir la liberté dans le plein respect des principes de sécurité.

Notre histoire et notre culture nous imposent de ne pas dissocier sécurité, justice et liberté. Face au terrorisme et au crime sans frontières, face aux grands phénomènes migratoires, notre action ne peut être conduite qu'à l'échelle européenne.

Enfin, nous Européens devons parier sur l'avenir pour faire de l'Europe un pôle novateur de rayonnement intellectuel et scientifique.

Parce que dans le domaine de l'intelligence l'Europe ne peut pas se laisser distancer.

Seulement lorsque vous aurez défini le projet de l'Europe de demain, et seulement à ce moment-là, Mesdames et Messieurs les membres de la Convention, vous pourrez aborder les questions plus spécifiquement institutionnelles.

Permettez-moi de vous livrer quelques brèves réflexions à cet égard.

Nous devons nous doter d'une Constitution qui marque la naissance de l'Europe politique.

Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue l'originalité de l'intégration européenne.

Son originalité réside dans le fait que l'Union européenne est une union de peuples et d'États. En vérité l'ambition n'est pas de créer un super État. Quel en serait le sens en effet dès le moment où les modèles étatiques classiques s'avèrent de plus en plus inadaptés à gérer la mondialisation? L'ambition véritable, faite de réalisme et de visions, est de faire évoluer ultérieurement cette construction originale vers une démocratie supranationale de plus en plus avancée.

Une démocratie européenne qui se fonde sur les peuples et sur les États d'Europe.

C'est pourquoi nous devons adapter à cette construction originale les grands principes de nos traditions démocratiques nationales, notamment:

- la séparation des pouvoirs;
- le vote à la majorité;
- le débat public et le vote, par les élus du peuple, de tous les textes de loi;
- l'approbation des impôts par le Parlement.

Le système de décision de l'Union doit être revu.

Des procédures de décision et d'exécution nouvelles plus simples et plus transparentes sont nécessaires.

Des fonctions et des compétences exercées aujourd'hui au niveau de l'Union peuvent et doivent être reconsidérées et confiées aux États membres. La Commission ne se soustraira pas à ses responsabilités et elle est prête à prendre sa part et à évoluer en fonction des nouvelles nécessités de l'Europe.

Elle est prête à redéfinir ses tâches et même, si cela s'avère utile dans l'intérêt général, à céder une partie de ses compétences propres pour assumer de nouvelles responsabilités dans les domaines où se joue l'avenir de l'Europe. En effet, toutes les institutions représentées ici doivent se remettre en question devant cette Convention.

La Commission est « gardienne des Traités ».

Cela signifie qu'elle veille à ce que l'Union européenne reste fidèle à elle-même, mais cela ne veut pas dire qu'il faille conserver ce qui doit être changé.

Tout en reconnaissant et en respectant les grandes traditions culturelles et spirituelles qui sont l'âme de l'Europe, nous devons travailler à une vraie réforme de l'Union européenne.

Une réforme en profondeur mais qui préserve en même temps les grands principes qui ont permis notre succès.

Nous devons continuer à aller vers « une Union sans cesse plus étroite » entre les peuples d'Europe parce que notre jeunesse ne se reconnaîtra pas dans un projet restrictif et sans souffle.

Nous devons partager notre souveraineté pour l'exercer effectivement (comme nous l'avons fait pour la monnaie).

Nous devons reconnaître la nécessité d'institutions responsables de l'intérêt commun.

Nous devons garantir l'égalité de traitement entre tous les États.

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention,

L'Europe n'est pas une alliance. Elle est la maison commune des citoyens européens. Elle est le nouveau protagoniste du siècle qui commence.

C'est pourquoi elle ne peut pas être bâtie sur la loi de quelques-uns parce qu'ils sont plus grands et plus forts ou membres plus anciens du club européen. L'Union européenne est une « union de minorités » dans laquelle aucun État ne doit pouvoir dominer les autres.

Elle ne peut pas non plus se contenter d'une vague coordination qui ne résisterait pas aux fortes tensions.

Il y a cinquante ans Jean Monnet a créé la Haute Autorité du charbon et de l'acier, persuadé qu'une institution chargée de défendre l'intérêt supérieur devait veiller à ce que chacun respecte durablement les engagements qu'il avait pris.

Mesdames et Messieurs les membres de la Convention, c'est à partir de ce même constat que vous devrez bâtir des institutions solides.

L'Union européenne n'est pas et ne doit pas devenir une nouvelle Société des Nations, réduite à l'impuissance par les égoïsmes et les droits de veto.

L'Union européenne offre un modèle harmonieux de démocratie supranationale.

Elle est l'unique tentative concrète de réaliser une mondialisation démocratique, capable de promouvoir le droit et le développement.

C'est à ce titre qu'elle peut jouer un rôle tout à fait particulier dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

Je suis certain que vous saurez donner à notre continent des institutions adaptées à son originalité, des institutions à la mesure de son passé, des institutions à la hauteur des enjeux du monde de demain.

Au sein de la Convention, la Commission sera représentée par les Commissaires Barnier et Vitorino. Elle apportera, avec passion, la contribution de sa compétence et de son expérience.

---